

SOCIAL L'USINE DE LORRAINE VA FERMER PARTIELLEMENT

Gandrange : M. Sarkozy revient sur ses promesses, Mittal réduit la casse

L'ETAT ne va pas investir dans l'usine de Gandrange (Moselle) pour éviter sa fermeture partielle. Evoqué, il y a deux mois, par Nicolas Sarkozy lors d'une visite sur place, ce scénario n'était plus à l'ordre du jour lorsque le président de la République a reçu une délégation de représentants syndicaux du site industriel, lundi 7 avril, à l'Élysée.

Mais les interventions du chef de l'Etat dans ce dossier, combinées à la mobilisation des salariés et d'élus de Lorraine, ont amené le propriétaire du site, ArcelorMittal, à prendre plusieurs mesures qui limitent la casse sociale dans une région durement touchée par les restructurations industrielles. « *Le président a (...) joué un rôle important en nous aidant à identifier ces projets* », a souligné la direction du numéro un mondial de la sidérurgie, dans un communiqué.

Les initiatives du groupe, que M. Sarkozy a présentées aux syndicats avant qu'elles ne soient rendues publiques, devraient se traduire par de nouveaux investissements à Gandrange. Le leader mondial de l'acier a, en effet, l'« *intention* » de déboursé quelque 30 millions d'euros pour « *développer plusieurs activités* » destinées à « *garantir la pérennité de ses installations* » : ouverture d'un centre de services consacré au secteur de la construction, lancement d'une nouvelle unité de recherche et développement, mise en place d'un « *projet panneaux solaires* », etc. Grâce à cet effort, 124 emplois devraient être créés, compensant en partie les 595 suppressions de postes annoncées à la mi-janvier.

ArcelorMittal « *étudie* » aussi « *la possibilité de [fonder] un nouveau centre de formation technique* » qui permettrait

d'initier des jeunes aux métiers de la sidérurgie. Coût de l'opération – si elle voit le jour – 5 millions d'euros. La mise en place d'un fonds d'investissement, financé par le groupe, l'Etat et les collectivités locales, est aussi envisagée. Abondé à hauteur de 20 millions d'euros, il soutiendrait des entreprises innovantes.

Pérenniser l'activité à Florange

En dehors de Gandrange, le leader mondial de l'acier s'est dit prêt à pérenniser, « *au-delà de 2012* », l'activité de l'usine de Florange (Moselle), à condition que la réglementation sur les émissions de CO₂ ne nuise pas à sa compétitivité et sous réserve que le marché soit suffisamment porteur. Par ailleurs, l'industriel va s'associer avec le fournisseur d'électricité Poweo pour monter un ou plusieurs générateurs électriques, notamment dans les vallées de l'Orne et de la Fensch, berceaux de la sidérurgie lorraine.

« *On peut se féliciter de toutes ces propositions, mais elles ne règlent pas le problème de Gandrange* », réagit Jacky Mascelli, de la CGT. Si le site n'a plus d'aciérie électrique, il est condamné, ajoute le syndicaliste. Tout en appréciant « *le petit quelque chose* » accordé lundi, Pierre-Claude Sutter, délégué syndical de la CFE-CGC, regrette, lui aussi, que la direction ait confirmé l'arrêt du train à billettes et du four.

Les syndicats souhaitent également que des mesures soient prises pour éviter que les intérimaires et les sous-traitants perdent leur emploi ou ferment boutique à la suite de la « *réorganisation* » de l'usine. « *Ça va être notre bagarre maintenant* », affirme Patrick Auzanneau, représentant national CFDT au sein de l'entreprise. ■

BERTRAND BISSUEL